

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
Division de Bar le Duc
14 rue Antoine DURENNE
Parc Bradfer - CS70542
55013 Bar Le Duc Cedex

Bar Le Duc, le 17/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MSE HAUT DE BANE

Immeuble Le Terra
250 rue Maryam Mirzakhani
34000 Montpellier

Références : SV/2026-114

Code AIOT : 0006209316

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/02/2026 dans l'établissement MSE HAUT DE BANE implanté Rumont 55000 Rumont. L'inspection a été annoncée le 30/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée dans le cadre de la poursuite de l'action régionale de 2025, concernant les mesures ERC mises en place sur les parcs éoliens suite à l'analyse des suivis environnementaux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MSE HAUT DE BANE

- Rumont 55000 Rumont
- Code AIOT : 0006209316
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ENGIE GREEN exploite le parc éolien MSE Haut de Bane sur le territoire des communes de RUMONT et ERIZE-SAINT-DIZIER. Ce parc est tenu de respecter pour l'exploitation de son installation les prescriptions des arrêtés préfectoraux accordant permis de construire, PC 5544604F0002, PC 5544604F0002 2 et PC 5517805F0001 du 8 novembre 2005 et de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des ICPE.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Panneau d'information des risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration données techniques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article Art. 2.2. - I.	Sans objet
2	Depobio	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
3	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
4	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
5	Mesures ERC Parc renouvelé	AP Complémentaire du 27/07/2023, article 8	Sans objet
6	Protection des tiers	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les suivis environnementaux ne montrent pas d'impact significatif sur l'avifaune et les chiroptères. Aucune mesure de bridage n'est nécessaire. L'identification des machines doit être conforme à l'identification déclarée dans OREOL, aussi l'exploitant dispose d'un délai de 6 mois pour identifier ses machines. Des panneaux signalant les risques liés aux installations doivent être mis en place sur

le chemin d'accès aux aérogénérateurs. Cette prescription n'étant pas respectée, un projet de mise en demeure est proposé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration données techniques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article Art. 2.2. - I.
Thème(s) : Situation administrative, OREOL
Prescription contrôlée : Le pétitionnaire et l'exploitant sont tenus de déclarer les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs et du (des) poste (s) de livraison. Les modalités de transmission et la nature des données techniques à déclarer sont définies par avis au Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et solidaire.
Constats : L'exploitant a bien déclaré les données techniques relatives à ses installations sur la plateforme OREOL. Le parc a été mis en service le 01/10/2006 avec une déclaration d'antériorité ICPE réalisée le 28/08/2012 pour les 6 aérogénérateurs et les deux postes de livraisons.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Depobio

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, déclaration suivi mortalité
Prescription contrôlée : Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.
Constats : Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental 2019 et 2021 ont été versées par l'exploitant dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité".
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, suivi mortalité biodiversité

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs.</p> <p>[...]</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté les deux suivis environnementaux réalisés en 2019 et en 2021 sur le parc éolien de MSE Haut de bane à Rumont . Les deux suivis ont été réalisés suivant le protocole 2018 de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p> <p>Le suivi de mortalité avifaune fait état d'un cadavre de faucon crécerelle retrouvé au pieds de l'éolienne 5 en 2019 et deux cadavres de faucon crécerelle retrouvés au pieds des éoliennes E2 et E6 en 2021. Cet impact est jugé accidentel et ne nécessite pas, au vu des informations disponibles, d'imposer des mesures ERC supplémentaires à ce stade pour la préservation de l'espèce.</p> <p>Cependant, l'inspection informe l'exploitant que la mise en place de girouettes comme mesure d'éloignement a montré une efficacité sur d'autres parcs (pour un coût financier relativement faible). La mortalité même faible de faucon est quoiqu'il à considérer et une telle mesure pourrait permettre d'y répondre. L'inspection invite l'exploitant à étudier celle ci.</p> <p>Le suivi de mortalité chiroptères de 2019 ne fait état d'aucun cadavre retrouvé, il en est de même en 2021.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Suivi environnemental

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, fréquence</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le suivi environnemental de 2021 ne montre pas d'impact significatif, il devra être renouvelé avant 2031.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Mesures ERC Parc renouvelé

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/07/2023, article 8</p>
--

Thème(s) : Risques chroniques, Mesures ERC
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place l'ensemble des mesures de réduction et de compensation mentionnées dans son dossier de porter à connaissance et en particulier en faveur des chiroptères: un arrêt de toutes les machines de son parc du 15 juin au 31 octobre, du coucher au lever du soleil, pour des températures entre 9°C et 30°C et pour une vitesse de vent inférieures à 6 m/s.
Constats : Les mesures de réduction et de compensation sont prescrites dans le cadre du renouvellement du parc. Le parc n' a pas encore été renouvelé depuis 2023. De plus, les suivis environnementaux de 2019 et de 2021 montrent qu'il n'y a pas d'impact du parc dans sa configuration actuelle sur les chiroptères (aucun cadavre).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Protection des tiers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité des riverains
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : L'inspection a vérifié par échantillonnage les machines E3, E4 et E6. La porte des aérogénérateurs était fermée à clef le jour de la visite.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Panneau d'information des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Protection des riverains
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none"> - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ;

- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a vérifié le respect des prescriptions par échantillonnage sur les machines E3, E4 et E6.</p> <p>Le parc de MSE Haut de Bane ne dispose d'aucun panneau sur lesquelles doivent être indiqués les consignes listées à l'article 14 afin d'assurer la sécurité des tiers, le long du chemin d'accès aux aérogénérateurs de son parc. Il est par conséquent proposé un arrêté de mise en demeure de respecter cette prescription dans un délai de 3 mois.</p> <p>Les aérogénérateurs sont identifiés par leur numéro de série machine R80XXX et non par les identifiants (E1 à E6) indiqués dans l'arrêté d'autorisation et généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. L'exploitant a fait remarquer à l'inspection que l'affichage des numéros ne pourra être réaliser qu'en été, car il nécessite l'intervention de nacelle.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit mettre en place les panneaux sur lesquelles doivent être indiqués les consignes listées à l'article 14</p> <p>L'exploitant est tenu d'identifier ses machines par les numéros identiques à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2, soit E1 à E6 dans un délai de 6 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois